

**A la Direction Générale des Finances Publiques  
28 616 suppressions d'emplois depuis 2002  
Pour 2014, 2 002 suppressions sont prévues,  
dont 9 suppressions en Haute-Marne,**

Depuis 11 ans, sous des motifs et des appellations diverses (dont 5 ans de RGPP), la réduction de la dépense publique se poursuit à la DGFIP par la suppression de nombreux postes de fonctionnaires. Cette vision purement comptable et dogmatique de l'emploi public a conduit pendant 5 ans à ne pas remplacer en réalité à la DGFIP 2 postes sur 3 de fonctionnaires partant à la retraite. Ce sera encore le cas en 2014. Dans un contexte où le besoin de justice fiscale est fort, où l'accueil déborde, où la fraude fiscale est évaluée entre 60 et 80 milliards d'euros, des moyens humains et budgétaires sont indispensables à la DGFIP, or elle n'est toujours pas reconnue prioritaire par le gouvernement!

**Notre direction de Haute-Marne encore frappée par les suppressions d'emplois**

Les vagues de suppressions d'emplois depuis 2007 se sont ajoutées aux précédentes. Et elles se poursuivent à un rythme inquiétant, 2 002 suppressions de postes sont prévues en 2014. Au niveau national entre 2002 et 2014 : 20,65 % de postes auront été supprimés soit 28 616 emplois.

**De 2007 à 2014, dans le département**

**ce sera 44 emplois,**

**soit l'équivalent de**

**la résidence du Centre des Finances Publiques  
de St Dizier,**

**L'impact néfaste des suppressions d'emplois pour les usagers et les agents**

Les suppressions d'emplois sont autant de jeunes et de chômeurs non embauchés, elles entraînent également une réduction de la place et de la présence du service public, au détriment des usagers et des économies locales. Celles-ci sont particulièrement touchées par les suppressions de trésoreries de proximité: 1 120 trésoreries ont été supprimées en France depuis 2000.

**En 2014, En Haute-Marne ce sont 16 trésoreries qui auront disparu  
depuis 2001**

Ces suppressions d'emplois dégradent les conditions d'accueil des usagers et les conditions de travail des personnels. Alors que les contribuables sont toujours plus nombreux à l'accueil (+30% en 2012), où les délais d'attente augmentent, la qualité du service public souffre et les conditions d'exercice des missions et de travail des agents se dégradent. Pour des missions de qualité, il faut redonner plus de moyens matériels, budgétaires et humains aux services.

**Un emploi sur 5 supprimé en 12 ans, c'est insupportable !  
Pour ces raisons les élus FO et Solidaires ont décidé de  
boycotter le CT emplois**